

çon disproportionnée. Il y a actuellement plus de 1,000 personnes rencontrant les conditions d'admissibilité aux logements municipaux qui attendent que les logements déjà occupés se libèrent.

La ville de Hull, afin de palier à ces désavantages, a présenté en 1975 un plan quinquennal d'habitation qui prévoit un programme d'aménagement de quartiers et un programme de restauration des maisons. Le coût de ces programmes est évalué à \$64 millions, incluant la participation de la province et du fédéral. Ce montant nous semble ridicule si on le compare aux sommes qui ont servi aux expropriations et à la construction d'édifices fédéraux. L'acquisition d'une partie des usines Eddy a coûté, à elle seule, \$30 millions.

Il n'ya pas seulement le coût des loyers qui fut affecté, mais aussi le coût d'acquisition des habitations familiales. Entre 1969 et 1973, le prix d'achat d'une maison à Hull a subi une hausse de 60%. Ceci a eu pour effet direct de priver l'individu de la classe moyenne de la possibilité de s'établir sur un sol et dans une maison dont il serait le propriétaire. Cela a eu, à son tour, comme effet d'augmenter encore la demande de logements et de faire monter les prix de ceux-ci.

Les propriétaires qui possédaient déjà un logement ont eu à subir le contrecoup au niveau de leurs taxes. Ces derniers ont dû faire face à la fois à une hausse d'évaluation foncière et une hausse du taux des taxes. Les taxes municipales et scolaires, pour la région métropolitaine de Hull, ont augmenté de 90% entre 1969 et 1974. Notre région est passée du 26e rang qu'elle était en 1970, au 1er rang en 1973 en ce qui a trait au coût des taxes. A ces hausses vertigineuses, il faut ajouter celle de 28% qui a été acceptée par le Conseil municipal de Hull lors de